

Quotidien « l'Humanité », France
Vendredi 7, samedi 8 et dimanche 9 octobre 2016, page 21
Source : www.humanite.fr

Le monde en mouvement

COLOMBIE

Les partisans de la paix se mobilisent

Par Cathy Ceïbe

Le président Juan Manuel Santos renégocie avec ses opposants l'accord de paix conclu avec les Forces armées révolutionnaires colombiennes (Farc-EP). La fin du cessez-le-feu, le 31 octobre, est lourde de conséquences.

Conscients que tout peut basculer, les partisans des accords de paix entre le gouvernement et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (Farc-EP) veulent être de la partie. Et ils l'ont fait savoir. Ils ont défilé mercredi sur la 7e Avenue de Bogota avant de converger vers la place Bolivar. « Nous voulons la paix ! » ont clamé des milliers de personnes. Depuis que le non au référendum de ratification du texte final signé par les deux parties l'a emporté le 2 octobre, les craintes de voir anéanties les quatre années de pourparlers à La Havane se font plus pressantes.

JUAN MANUEL SANTOS S'EST ENTRETENU AVEC ALVARO URIBE

Quelques heures plus tôt, ce mercredi, le président de droite, Juan Manuel Santos, s'est en effet entretenu avec son prédécesseur, Alvaro Uribe. L'ultradroitier, issu de l'oligarchie réactionnaire et pourfendeur depuis toujours d'un quelconque dialogue avec les rebelles, ne fait pas mystère de ses desseins.

En préconisant une renégociation, c'est bien l'ossature même de l'accord de paix avec la guérilla qu'il veut remettre en cause. « Monsieur le président (...), acceptez-vous de réviser des points, et pas quelques-uns ? » a ironisé le leader du Centre démocratique (CD) avant sa rencontre avec Juan Manuel Santos.

Officiellement, Alvaro Uribe a axé sa campagne sur la prétendue impunité dont jouiraient les auteurs de crime de lèse-humanité. Le processus intégral de justice, vérité et réparation des victimes obligerait d'autres groupes armés à s'expliquer, ceux-là mêmes, parfois, qui ont servi les intérêts de l'ancienne formation d'Alvaro Uribe. On pourrait également relever son opposition frontale au premier point de l'accord, à savoir la réforme agraire, point d'achoppement historique à l'origine du conflit, que l'ancien chef d'État réduit à des expropriations. Ce qui est faux.

« IL N'Y A PAS D'AUTRE CHEMIN QUE DE DESCENDRE DANS LA RUE POUR DÉFENDRE L'ACCORD DE PAIX », A DÉCLARÉ IVÁN MÁRQUEZ, MEMBRE DU SECRÉTARIAT DES FARC.

L'attitude de Juan Manuel Santos est aussi pernicieuse. Il s'est engagé à créer un espace de dialogue où seront présents les artisans du non, tels que l'ancien président Andres Pastrana ou encore l'ex-procureur Ivan Ordoñez. « Mon intention est de les écouter, de répondre dans la mesure du possible à leurs observations et propositions d'ajustements pour trouver un chemin qui nous permette non seulement de faire culminer l'accord de paix avec les Farc mais de le fortifier », a-t-il assuré. Mais il a d'emblée écarté le camp des pacifistes, faisant ainsi la part belle aux détracteurs dudit accord.

Ces nouveaux pourparlers à distance – les émissaires du président seront chargés de rendre compte au commandement des Farc qui se trouve à Cuba, pays hôte des négociations, des débats – consolident un dangereux statu quo. Pis encore, en annonçant la fin du cessez-le-feu le 31 octobre, Juan Manuel Santos ne met pas la pression sur le camp du non mais sur la viabilité de l'accord de paix.

LES ACTEURS DU OUI N'ENTENDENT PAS VOIR VOLER EN ÉCLATS L'ACCORD

L'insurrection a une nouvelle fois réaffirmé qu'elle ne reprendrait pas les armes. Elle appelle même ses fronts à organiser le jour de la date fatidique des veillées de la paix dans les territoires où sont présents les guérilleros. « Et après, la guerre continue ? » a interrogé sur son compte Twitter le chef des Farc, Rodrigo Londoño, renvoyant ainsi Santos à ses responsabilités.

Les acteurs du oui n'entendent pas voir voler en éclats l'accord. Ils appellent à descendre dans les rues le 14 octobre pour une grande marche nationale en faveur de la paix.